

Nicolas Sarkozy propose "un nouveau contrat" au Gabon

@rib News, 24/02/2010 â€“ Source Associated Press" C'est un nouveau contrat que je suis venu vous proposer". Nicolas Sarkozy a souhaité mercredi à Libreville nouer un "partenariat gagnant-gagnant" avec son ancienne colonie et traditionnel allié en Afrique de l'Ouest, le Gabon. Tout en parlant avenir, le président français a rendu un hommage appuyé à l'ancien chef d'Etat et pilier de la France en Afrique, Omar Bongo, père de son hôte, l'actuel président Ali Bongo. Devant une salle applaudissant avec enthousiasme et de nombreuses reprises, Ali Bongo a d'abord rappelé que les deux pays avaient "un siècle et demi d'histoire commune", certes marquée par la colonisation, mais aussi par un "partenariat privilégié" depuis l'indépendance en 1960, dont le cinquantième anniversaire sera célébré cette année. Il a jugé "nécessaire de faire entrer la relation entre nos peuples dans une ère nouvelle, un cadre nouveau", scellé mercredi par la signature d'un quatre conventions, dont un partenariat militaire, la France conservant sa base militaire à Libreville. Six mois après l'élection contestée d'Ali Bongo à la présidence du Gabon, à la suite du décès de son père qui a dirigé le pays d'une main de fer durant plus de quarante ans, Nicolas Sarkozy a choisi pour sa part d'apporter un appui appuyé et inconditionnel à son "ami Ali". "Ce que l'histoire retiendra avant tout, c'est que le peuple gabonais a témoigné d'une très remarquable maturité", a martelé Nicolas Sarkozy, jugeant qu'à l'occasion de l'élection présidentielle d'août dernier, "le Gabon a confirmé son ancrage à la démocratie et franchi une étape essentielle de sa vie politique". Passant l'éponge sur le passé "douloureux" de la colonisation, le chef de l'Etat français a voulu se tourner résolument vers l'avenir. "Votre projet d'un Gabon prospère, d'un Gabon plus juste où les richesses seraient mieux réparties, ce projet la France sera à vos côtés pour vous aider", a-t-il lancé à Ali Bongo, sous des applaudissements nourris. "Nous devons repenser la Francophonie, elle doit se tourner vers l'avenir, vers le concret", a-t-il ajouté insistant sur le fait qu'il était un président "sans cesseaux" africains. "Il n'existe plus de pré-carré et je ne le regrette pas", a encore souligné Nicolas Sarkozy, jugeant sain qu'une concurrence internationale se dispute désormais les marchés africains. Il a cependant tenu à marquer l'importance d'"une amitié privilégiée" entre la France et la Gabon qui passe par une nouvelle coopération militaire, l'échange de jeunes professionnels, l'accueil d'étudiants gabonais en France ou la lutte commune contre l'immigration clandestine. En revanche, il a exigé le retour au Gabon des jeunes formés en France assurant qu'il était ravi de voir le temps où l'Europe pillait les cerveaux de l'Afrique. Nicolas Sarkozy est arrivé mercredi matin au Gabon pour sa deuxième visite officielle, après celle qu'il avait faite en juillet 2007 à Omar Bongo Ondimba. Il était revenu pour les obsèques de ce dernier à l'occasion desquelles il avait été hué par la foule. Accueilli par Ali Bongo à l'aéroport de Franceville (sud-est du pays), Nicolas Sarkozy s'est incliné sur la tombe d'Omar Bongo, avant une visite du Centre international de recherches médicales de Franceville (CIRMF), financé par le pétrolier français Total. "L'excellence mondiale existe en Afrique", s'est-il félicité dans son discours un peu plus tard à Libreville, où il devait encore rencontrer la communauté française. Le Gabon a engagé de grands travaux de ravalement et de pavage des principales artères de Libreville pour accueillir Nicolas Sarkozy. Depuis samedi, des affiches, grands et petits formats, vantant l'amitié franco-gabonaise, trônent sur les espaces publicitaires des principales avenues de la capitale. On y voit l'effigie de Sarkozy et Ali Bongo Ondimba face à face sur fond bleu-blanc-rouge et vert-jaune-bleu (aux couleurs du drapeau gabonais). Nicolas Sarkozy est attendu jeudi au Rwanda, pour sceller la réconciliation après plusieurs années de tensions bilatérales liées au génocide de 1994 dans ce pays. Il a annoncé qu'après le départ d'Etat mercredi, il ferait un crochet par le Mali, où l'otage français Pierre Camatte a été libéré mardi, après la décision de la justice de relâcher quatre membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).